

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6131^{1^{re}}

Service Central :

Région :

Brevets d'invention.

OBJET DE LA CONSULTATION

Note susceptible d'être publiée au "Bulletin de Renseignements" sur les Brevets d'invention.

Questions posées au "Bulletin" par M.

J. Muret.

Expéditionnaire. Bureau Arrond. Exploitation
à Tarbes.

Références : 10721^{1^{re}}

Observations :

D^{er} N° 6131^{1^{re}} ; Aff. : Muret.

LES BREVETS D'INVENTION

+-----
découverte

La loi du 5 juillet 1844 qui, modifiée à diverses reprises, demeure la loi fondamentale en la matière, dispose que toute nouvelle ou invention dans tous les genres d'industrie, confère à son auteur sous certaines conditions et pour un temps déterminé, le droit exclusif d'exploiter à son profit, la dite découverte ou invention, - droit qui est constaté par un acte officiel appelé "brevet d'invention".

Les agents trouveront ici les renseignements essentiels sur la législation et la réglementation des brevets d'invention: formalités à remplir, conditions de délivrance des brevets, durée, droits et taxes à acquitter, garanties accordées au breveté, cession, licences d'exploitation, certificats d'addition, brevets conjoints.

Dépôt des demandes de brevet: quiconque veut prendre un brevet d'invention doit déposer sa demande, sous pli cacheté, au Secrétariat de la Préfecture dans le département où il est domicilié, ou tout autre département en y élisant domicile.

+ *elle doit être double sur une feuille de papier de 24 à 36*
dimensions sur 20 à 22 centimètres
Dans le département de la Seine, le dépôt a lieu dans les bureaux de la Direction de la Propriété Industrielle, 26, rue de Péetrograd, Paris (8^e); cette demande doit être adressée au Ministre sous forme de requête, de mémoire ou de simple lettre. +

En raison des circonstances actuelles, un décret-loi du 1^{er} septembre 1939 a décidé que jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret, les demandes de brevet quel que soit le domicile des demandeurs ou de leur mandataire, peuvent être adressées par pli recommandé, d'un bureau de poste quelconque, au Ministre de la Production Industrielle et du Travail (Direction de la Propriété Industrielle).

Doivent être joints à la demande:

a) - une description, sans altérations ni surcharges, sous forme de notice impersonnelle, aussi précise et brève que possible, de l'invention faisant l'objet du brevet demandé. +

b) - les dessins à l'encre ou les échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description, mémoire descriptif et dessins annexes doivent être

en double exemplaire, dont l'un constitue l'original, l'autre le duplicata. +

+ [Les dessins doivent être
écrits...]
c) - enfin, un bordereau des pièces déposées.

La demande indique, en outre, un titre, renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention.

Toutes les pièces doivent être signées par le demandeur ou par un mandataire dont le pouvoir, sous seing privé, reste annexé à la demande.

Délivrance des brevets - Les brevets, dont la demande a été régulièrement formée, sont délivrés sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs et sans garantie soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description.

Un arrêté du Ministre de la Production Industrielle et du Travail a constaté la régularité de la demande et constitue le brevet d'invention.

Le demandeur a la faculté, en déposant son brevet, de demander que la délivrance en soit retardée pendant une année entière à partir du jour du dépôt. Cette réquisition inscrite à l'encre rouge dans la demande, doit être également mentionnée sur la face et au dos de l'enveloppe. L'inventeur peut, en effet, avoir intérêt à ce que la publication de son brevet soit retardée, soit pour rechercher à loisir les perfectionnements que peut comporter l'invention, soit pour ne pas être paralysé par une divulgation prématurée lorsqu'il voudra prendre des brevets dans certains pays étrangers.

Par ailleurs, l'article 2 de la loi du 24 janvier 1941 décide que la délivrance des brevets d'invention ne contenant aucune réquisition de priorité, pourra, sur la demande des intéressés, et moyennant le paiement d'une taxe de 100 francs, être différée jusqu'à une date qui sera fixée par décret.

Durée des brevets - La durée des brevets d'invention, qui était précédemment fixée à cinq, dix ou quinze ans, a été portée par le décret-loi du 29 juillet 1939, à vingt ans à compter du dépôt de la demande.

Frais et taxes - Outre, une taxe de dépôt de 100 Frs et une taxe dite de publication de 450 francs, perçues lors du dépôt de la demande, tout brevet donne lieu au paiement d'une taxe acquittée par annuités, suivant le tarif ci-après :

- pour les 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} annuités : 300 Frs par annuité
- pour la 5^{ème} annuité : 400 Frs
- pour les 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}
10^{ème} annuités : 500 Frs par annuité
- pour les 11^{ème}, 12^{ème}, 13^{ème}
14^{ème}, 15^{ème} annuités : 600 Frs par annuité
- pour les 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème},
19^{ème}, 20^{ème} annuités : 700 Frs par annuité

Nullité et déchéance des brevets - Sont nuls et de nul effet les brevets délivrés notamment dans les cas suivants : 1° - si la découverte ou invention n'est pas nouvelle, la loi considérant comme découvertes ou inventions nouvelles, l'invention de nouveaux produits industriels, l'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel; 2° - s'il s'agit de principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques, dont il n'a pas été indiqué les applications industrielles; 3° - si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention ou si elle n'indique pas d'une manière loyale et suffisante les véritables moyens de l'inventeur

D'autre part, est déchu de tous ses droits le breveté qui n'a pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet. L'article 32 de la loi du 5 juillet 1844 accorde toutefois aux inventeurs un délai de grâce de 6 mois pour le paiement tardif des annuités, avec amende de 10 Francs par mois ou fraction de mois de retard. Une autre cause de déchéance du brevet prévue dans notre législation est la non exploitation de la découverte ou invention en France dans le délai de trois ans, à dater du jour de la signature du brevet ou la cessation d'exploitation pendant trois années consécutives à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne soit justifié des motifs de l'inaction. Mais à la suite de la Convention Internationale de la Haye de 1925, il y a actuellement controverse en jurisprudence sur le point de savoir si cette cause de déchéance doit être regardée comme maintenue.

Il est à observer qu'à titre exceptionnel, tous les délais relatifs à l'acquisition et à la conservation des droits de propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique, dessins et modèles) sont, lorsqu'ils n'étaient pas expirés au 21 août 1939, prolongés, en vertu de la loi du 24 janvier 1941, jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret. Ce décret déterminera également les conditions dans lesquelles seront acquittées les taxes arriérées.

et effectuées les formalités restant à accomplir.

Protection accordée au breveté - Le breveté peut obtenir la répression de toute atteinte portée à son droit exclusif d'exploitation, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet - atteinte qui constitue le délit de contrefaçon et donne lieu au point de vue civil à l'allocation de dommages-intérêts.

En vue de sauvegarder ses droits, le propriétaire du brevet peut même, en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal Civil, rendue sur simple requête, faire procéder par huissier à la saisie descriptive des objets prétendus contrefaits, un cautionnement pouvant, d'ailleurs, être exigé en pareil cas du requérant. Cette saisie doit, à peine de nullité, être suivie dans la huitaine outre les délais de distance, d'une poursuite soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle. La confiscation des objets reconnus contrefaits et, le cas échéant, celle des instruments ou ustensiles destinés spécialement à leur fabrication doivent être prononcées contre le contrefacteur, le recéleur ou le débitant; les objets confisqués sont remis au propriétaire du brevet, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts et de l'affichage, s'il y a lieu.

Cession de brevet - Le breveté peut céder, par acte notarié, à titre gratuit ou onéreux, la totalité ou une partie de la propriété de son brevet; mais cette cession totale ou partielle ne pourra être faite qu'après le paiement intégral des annuités restant à courir sur le brevet cédé. Elle doit être enregistrée au Secrétariat Général de la Préfecture du département où l'acte est passé, ou à la Direction de la Propriété Industrielle, si l'acte est passé dans le département de la Seine; et elle ne sera valable à l'égard des tiers qu'après avoir été inscrite sur le Registre Spécial des Brevets d'Invention, tenu à la Direction de la Propriété Industrielle.

Concession de licence d'exploitation - Le breveté peut aussi, sans renoncer lui-même à la propriété de son brevet, concéder, par acte sous seing privé, à un tiers, une licence exclusive ou partielle d'exploitation du procédé protégé par le brevet. Cette licence doit

être enregistrée au Registre Spécial des Brevets.

Certification d'addition - Enfin, le breveté ou les ayants-droit au brevet ont, pendant toute la durée du brevet, le droit d'apporter à l'invention des changements, perfectionnements ou additions, en remplissant les mêmes formalités que pour la prise de brevet.

Ces changements, perfectionnements ou additions seront constatés par des certificats, délivrés dans la même forme que le brevet principal et produisant, à partir des dates respectives des demandes et de leur expédition, les mêmes effets que le dit brevet principal avec lequel ils prennent fin.

Brevets conjoints - Il reste à examiner la ces des inventions réalisées par des agents de la S.N.C.F., soit à l'occasion de leur service, soit grâce aux ressources et moyens techniques procurés par leurs fonctions. Lorsque l'invention est reconnue par la S.N.C.F. présenter un intérêt pour sa propre exploitation, il doit être déposé une demande de brevet conjoint, aux noms de la Société Nationale et de l'agent, en conformité des prescriptions de la Note Générale, Série Personnel N° 7 A⁷ du 6 novembre 1939.

Chacun des brevetés a alors personnellement et séparément, la propriété, la libre disposition et la jouissance du brevet, dans les conditions prévues au contrat.

Les droits respectifs des deux parties sont fixés de la façon la plus équitable par un contrat-type, dont la formule est annexée à la Note Générale.

Enfin, il est à observer, comme le précise la Note Générale, que "les inventions faites par les agents des bureaux d'études au cours des travaux qui leur sont confiés restent intégralement la propriété de la Société Nationale qui prend les brevets utiles. Si la Société Nationale décide de ne pas prendre de brevet et si l'agent inventeur sollicite l'autorisation de prendre un brevet à son nom, cette demande fait l'objet d'un examen bienveillant.

Au cas où il serait donné une suite favorable à sa demande, l'intéressé devra, en tout état de cause, accorder à la Société Nationale une licence gratuite d'exploitation du brevet et de ses additifs.

27 juin

2

6131^{Me}

S.J.

Monsieur FATALOT, Ingénieur en Chef
à la Division Centrale de l'Administration
du Personnel.

- 6 p -

Comme suite à votre transmission de la lettre de M. MURET, en date du 11 mai, j'ai l'honneur de vous faire parvenir une notice sur les brevets d'invention, notice destinée à être insérée dans le "Bulletin de Renseignements" de la S.N.C.F.

Etant donné l'importance et la complexité du sujet cette notice est forcément très incomplète, et encore ai-je dû lui donner une certaine longueur.

Elle contient, en tout cas, les renseignements essentiels pour des agents sur la question, compte tenu de la législation de guerre; définition et durée du brevet formalités à remplir, ajournement de délivrance, frais à engager, annuités à payer, effets du brevet, cessions, octroi de licences d'exploitation, certificats d'addition, situation spéciale du personnel de la S.N.C.F. ayant réalisé des inventions grâce aux moyens techniques et facilités procurés par le Chemin de fer.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge .

Brevets d'invention

- durée portée à 20 ans : D.L. 29.7.1939
- simplifications - dépôt, paiement d'annuités : D. 1.9.1939 (J.O. 12.9)
- prorogation des délais expirés - exonérations d'annuités et taxes de dépôt en faveur des mobilisés :
D. 26. 11. 1939 (J.O. 28. 11)
- brevets intéressant la défense nationale : D. 29. 11. 1939 (J.O. 10. 12)
- réquisition des brevets :
D. 1. 6. 1940 (J.O. 2. 6)
- extension à l'Algérie du D. L. 29.7.1939 relatif à la prorogation de la durée de validité des brevets d'invention.
D. 23. 4. 1940 . (J.O. 25. 4)

Si le Bulletin manque de place, on
pourrait à la rigueur supprimer les
paragres relatifs à :

- 10/ les conditions de délivrance des brevets,
- 20/ la nullité des brevets,
- 30/ la union des brevets,
- 40/ les certificats d'addition,

mais ce serait très incomplet.

Vu
ly
M. G. 42